



1<sup>er</sup> juillet 2010

## NOTICE D'INFORMATION À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS PLAN VÉGÉTAL POUR L'ENVIRONNEMENT – HORS CUMA

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation.  
Veuillez la lire avant de remplir votre demande. Elle est spécifique à votre région.**

**SI VOUS SOUHAITEZ DES PRÉCISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE DE VOTRE DÉPARTEMENT :**

**D.D.T de l'Yonne - Service de l'économie agricole – site : 8 avenue du 4<sup>ème</sup> R.I  
3, rue Monge - B.P. 79 - 89011 AUXERRE Cedex  
Tél : 03.86.40.19.20 – fax : 03.86.40.19.49**

Une subvention, pouvant être cofinancée par l'Union Européenne, peut être accordée pour l'acquisition d'agro-équipements environnementaux. Elle doit contribuer à préserver et améliorer l'environnement naturel.

Ce dispositif couvre l'ensemble du territoire national (hors Corse et DOM). Des priorités d'intervention sont définies au plan régional avec des zonages spécifiques et sont publiées par voie d'arrêté préfectoral.

La subvention est versée par l'Agence de services et de paiement (ASP), organisme payeur du Plan végétal pour l'environnement (PVE).

### CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

#### Qui peut demander une subvention ?

**Les producteurs développant des productions végétales – hors surfaces en herbe - exploitant directement** à titre individuel ou dans un cadre sociétaire et **situés sur tout le territoire hexagonal**, mais aussi les propriétaires bailleurs de biens fonciers à usage agricole, lorsque le preneur remplit les conditions d'obtention de la subvention ainsi que les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles.

Sont exclus les indivisions, les sociétés par action simplifiée (SAS), les co-propriétés et les sociétés de fait.

#### Pour obtenir une subvention, il faut remplir les conditions suivantes :

- être à jour des contributions sociales et fiscales sauf accord d'étalement ainsi que des redevances des agences de l'eau ;
- respecter à la date de dépôt de la demande les normes minimales applicables à l'investissement projeté (cf. points de contrôle spécifique dans le tableau de la page 3) ;
- le projet doit répondre aux critères de priorité définis au niveau de la région ;
- ne pas avoir déjà bénéficié au niveau de l'exploitation d'une aide au titre du PVE,
- souscrire à des engagements pour une durée de 5 années,
- pour les sociétés : que les associés exploitants détiennent plus de 50% du capital social.

#### Au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de votre demande, vous devez (au moins un associé exploitant en cas d'exploitation sociétaire) :

- être âgé de 18 ans au moins et de moins de 60 ans,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile précédant la date de dépôt de la demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé.

#### Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Les exploitations agricoles dont le siège est situé dans une des zones d'intervention prioritaire définies par arrêté préfectoral régional.

#### Durée d'adhésion :

L'investissement aidé doit être maintenu sur le site pendant une durée minimale de 5 ans.

#### Quels investissements sont subventionnés ?

**Attention : vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos travaux avant la date de la première décision d'octroi de la subvention.**

Le commencement des travaux correspond à la date du premier bon de commande ou à la date à laquelle vous avez contre-signé pour la première fois un devis concernant le projet, ou un premier versement.

Les investissements doivent permettre de répondre aux enjeux environnementaux du plan pour être éligibles. Pour cette raison, les types d'investissements éligibles figurent sur une liste limitative définie au niveau national.

L'investissement doit contribuer à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation et respecter les normes communautaires rattachées à l'investissement.

Certains postes éligibles au plan peuvent se traduire par la réalisation de travaux au niveau de l'exploitation. Vous pouvez réaliser vous-même ces travaux. Dans ce cas, la main d'œuvre est prise en compte dans le calcul de la subvention dans la limite de 50% du montant des matériaux et du matériel spécifique de location nécessaires à ces travaux. Les travaux présentant un risque pour vous ou pour votre exploitation ne sont pas pris en charge en cas d'auto-construction.

Pour les investissements dans les serres au titre de l'enjeu « économies d'énergie », l'auto-construction est exclue.

Les investissements éligibles sont de deux types : productifs et non productifs. Les investissements productifs se déclinent par enjeux.

#### Quelles sont les zones éligibles aux investissements productifs ?

Les exploitations agricoles dont le siège est situé dans une des zones d'intervention prioritaire définies par arrêté préfectoral.

## Des priorités définies à l'échelle de la région :

**Des priorités sont définies au niveau régional en fonction des enjeux environnementaux et en concertation avec les autres partenaires financiers locaux. Ce cadre prévoit la ou les zones d'intervention du PVE et la liste des investissements éligibles en fonction des enjeux ciblés.**

Les enjeux retenus selon les financeurs sont :

- pour le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche (dans l'ordre de priorité) :
  1. réduction des pollutions par les produits phytosanitaires
  2. réduction des pollutions par les fertilisants
- pour l'Agence de l'eau Seine-Normandie (sous conditions) :
  - réduction des pollutions par les produits phytosanitaires
  - lutte contre l'érosion
  - réduction de la pression des prélèvements de la ressource en eau
- pour le Conseil Général de l'Yonne :
  1. réduction des pollutions par les produits phytosanitaires
  2. réduction des pollutions par les fertilisants

Par ailleurs, des aides peuvent être aussi accordées aux investissements liés aux économies d'énergie dans les serres existantes au 31/12/2005.

Ces priorités déterminent les dossiers éligibles au titre du plan végétal pour l'environnement dans les départements de la région.

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

## Appel à candidatures 2010 :

Pour la région Bourgogne, la date limite de dépôt des demandes de financement auprès du guichet unique, est fixée au :

**15 septembre 2010**

## Enjeu et types d'investissements éligibles :

La liste exhaustive des investissements éligibles au plan végétal pour l'environnement, figure en annexe de la présente notice.

**Ne sont pas éligibles :** de manière générale, tout investissement qui répond à une exigence réglementaire communautaire et nationale ainsi que :

- les bâtiments ou équipements d'occasion,
- l'achat de bâtiments existants,
- Les bâtiments ou équipements en co-propriété,
- Les locaux commerciaux,
- Tout investissement immatériel, en particulier les frais relatifs au montage de dossier,
- Les investissements financés par le canal d'un crédit bail ou d'une location vente.

**Équipements éligibles sous réserve de répondre aux conformités suivantes :**

- Dispositif de traitement des eaux phytosanitaires : liste publiée par le ministère en charge de l'écologie,
- Buses anti-dérive : conforme à la note DGAL-SDQAL/N2009-8352 du 23/12/2009

## Articulation avec d'autres aides aux investissements

L'aide accordée au titre du PVE n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne.

En particulier, l'intervention de prêt bonifié en complément de l'aide PVE n'est pas autorisée. Cette règle ne s'applique pas pour les prêts bonifiés accordés dans le cadre des aides à l'installation.

D'autres aides hors État peuvent venir en complément de l'aide PVE pour un investissement donné sous réserve du respect des taux plafond mentionnés ci-dessous. Vous devez dans ce cas déclarer le montant des aides obtenues au sein du formulaire de demande.

## Montants de la subvention :

La subvention est calculée sur la base d'un montant subventionnable auquel est appliqué un taux de subvention.

- Montant subventionnable :

	Exploitation agricole excepté GAEC	GAEC
Investissements productifs	30 000 €	30 000 € x 3 maximum
Investissements non productifs	30 000 € (IP+INP ne peuvent dépasser 30 000€ pour le MAAP)	30 000 € x 3 maximum (IP+INP ne peuvent dépasser 30 000€*3 pour MAAP)
Investissements « Economie d'énergie dans les serres »	150 000 €	150 000 €

*Il est rappelé que tous les montants exprimés s'apprécient hors taxes.*

Pour les économies d'énergie dans les serres, le montant subventionnable maximum est fixé à 150 000 €, y compris pour les GAEC.

Le montant minimum d'investissement matériel éligible sur crédits de l'État est fixé à 4 000 €.

Les taux maximum sont exprimés en tenant compte du cofinancement européen et des autres financeurs.

Les taux sont majorés de 10<sup>1</sup> points comprenant la contrepartie communautaire pour les jeunes agriculteurs (+5% pour les investissements dans les serres financés par le MAAP).

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), le montant maximum de subvention par exploitation, pour les investissements matériels, peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées dans la limite de trois.

D'autres financeurs peuvent intervenir dans le cadre de ce plan. Leur intervention est admissible dans la limite des taux maximum d'aides publiques fixés dans les tableaux ci-dessous.

## Montants d'aide accordée :

- Taux maximum d'aides publiques :

Investissements productifs	
Taux maximal d'aide publique tous financeurs (part nationale + part UE)	
40 %	50% pour les jeunes agriculteurs

<sup>1</sup> La majoration est calculée au prorata du nombre de JA pour les formes sociétaires.

Investissements non productifs			
Taux maximal d'aide publique MAAAP (part MAAAP + part UE associée)		Taux maximum d'aide publique tous financeurs (part nationale + part UE)	
40 %	50% si JA	Zone DCE prioritaire	
		75%	

Investissements pour la mesure « économie d'énergie dans les serres existantes au 31/12/2005 »			
Taux maximal d'aide publique MAAAP (part MAAAP + part UE associée)		Taux maximal d'aide publique tous financeurs (part nationale + part UE associée)	
40 %	45% pour les jeunes agriculteurs	40 %	50% pour les jeunes agriculteurs

Le bénéficiaire d'une aide au titre du PVE ne peut pas obtenir une nouvelle aide sur le même programme sur la période 2007-2013.

### Publicité de l'aide européenne :

Le bénéficiaire d'une aide au titre du PVE comprenant une part cofinancée sur le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) doit apposer une plaque explicative si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 50 000 € ou un panneau si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 500 000 €. Cette plaque ou ce panneau comprennent le logo européen, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales » ainsi qu'une description du projet.

### RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

Si vous bénéficiez d'une subvention, vous devez :

① **Poursuivre votre activité agricole pendant 5 ans à compter de la décision d'octroi de l'aide.**

② **Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les agro-équipements ayant bénéficié des aides pendant une période de 5 ans à compter de la décision d'octroi de l'aide. Pour le matériel, je m'engage à ne pas revendre le matériel financé ou à le remplacer sans aide publique dès lors qu'ils répondent aux mêmes objectifs que ceux initialement financés.**

③ **Respecter les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement pendant 5 ans à compter de la notification de la subvention. Les points de contrôle retenus figurent dans le tableau ci-après.**

④ **Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place prévus par la réglementation. Autoriser le contrôleur à pénétrer sur le site de l'exploitation.**

⑤ **Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits – nationaux ou européens – en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet.**

⑥ **Informez le guichet unique préalablement à toute modification du projet, des engagements, du statut, du plan de financement.**

⑦ **Détenir, conserver, fournir, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur à compter de la date de la décision d'octroi de l'aide.**

### POINTS DE CONTRÔLE DU RESPECT DES NORMES MINIMALES

Pour bénéficier des aides aux investissements, vous devez respecter les normes minimales. Par mesure de **simplification**, seules les normes attachées à l'investissement sont contrôlées.

Le respect de cette règle applicable à tous les investissements aidés se vérifiera par simple déclaration sur l'honneur au moment du dépôt de votre demande.

**Pour le contrôle sur place**, les points de contrôle sont présentés ci-dessous. **Il ne s'agit pas de nouveaux points** de contrôles, ils sont en cohérence avec la conditionnalité des aides de la PAC. *Attention : le fait que le contrôle ne porte que sur une partie limitée de la réglementation applicable ne vous soustrait pas pour autant à votre obligation de la respecter dans son intégralité.*

ENJEU	POINTS DE CONTROLE
<b>ENJEU LIE A L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	Utilisation exclusive de produits bénéficiant d'une Autorisation de Mise en Marché
	Existence d'un local ou d'une armoire aménagée réservés au stockage des produits phyto-pharmaceutiques Conformité du local en matière d'aération et de fermeture
	Présence et complétude du registre pour la production végétale alimentaire
<b>ENJEU LIE A L'UTILISATION DES FERTILISANTS APPLICABLE UNIQUEMENT EN ZONE VULNÉRABLE</b>	Existence et tenue du Plan Prévisionnel de Fumure et du Cahier d'Enregistrement
	Vérification de l'exhaustivité des informations à consigner au sein de ces deux documents
	Vérification du respect des périodes d'interdiction d'épandage
<b>RÉDUCTION DE LA PRESSION DES PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU</b>	Déclaration ou autorisation de prélèvements de la ressource en eau
	Présence d'un moyen approprié de mesures des volumes d'eau prélevés
<b>MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ</b>	Respect des obligations en matière de : *Non destruction des espèces végétales et animales protégées et de leurs habitats. *Non introduction d'une espèce animale ou végétale non-indigène
	Respect des procédures d'autorisation des travaux

## FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

### Demande :

La procédure pour prétendre à bénéficier de la subvention est de déposer un **formulaire unique de demande de subvention au titre du plan végétal pour l'environnement** quel que soit le (ou les) financeur(s) au guichet unique du département dans lequel se situe le siège de l'exploitation.

La liste des pièces à fournir est indiquée à la dernière page du formulaire. Sous réserve de leur validité, vous n'avez pas à produire celles qui sont déjà en possession du guichet unique. Toutes ces pièces doivent impérativement être à la disposition du guichet unique afin qu'il puisse procéder à l'examen et à l'instruction de votre demande.

### Précisions sur la manière de remplir le formulaire :

Chaque usager est identifié par un N° unique. Ce N° est, dans le cas général, le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises ( C.F.E. ) dont vous dépendez. Si vous ne pouvez obtenir un N° SIRET, en joignant la copie d'une pièce d'identification, les services du ministère chargé de l'agriculture vous donneront un N° spécifique (NUMAGRIT) qui sera votre identifiant unique. Cet identifiant unique vous permettra, ultérieurement, d'accéder à toutes les informations concernant la gestion de vos dossiers au sein de cette administration.

### ATTENTION

**Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de la part des financeurs à l'attribution de l'attribution d'une subvention.**

**Vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos investissements avant la date de la première décision d'octroi de l'aide.** En cas de réponse défavorable à votre demande, vous aurez ainsi toujours la possibilité de la renouveler, pour le même projet, sous réserve que vous ne démarriez pas vos travaux avant d'avoir reçu une décision d'attribution de la subvention.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année si le projet que vous avez présenté est retenu dans le cadre de l'appel à candidatures.

Le montant de la subvention qui peut être accordée, est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des investissements effectivement réalisés, dans la limite du montant maximum prévu.

### Date de commencement du projet

**IMPORTANT :** Afin de pouvoir bénéficier de l'aide PVE, **vous ne pouvez pas commencer le projet** (acquisition du matériel ou de matériaux) **avant** d'avoir obtenu du guichet unique **l'engagement juridique vous notifiant l'aide. Si vous commencez votre projet sans attendre, votre demande d'aide sera rejetée.**

### Rappel des délais (le cas échéant) :

Le guichet unique vous enverra un récépissé de dépôt de votre demande d'aide. Dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande d'aide, le guichet unique doit avoir constaté le caractère complet du dossier. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration du délai de deux mois, le dossier est réputé complet.

Le guichet unique procède à l'instruction de la demande dans un délai de six mois à partir de la date de déclaration de dossier complet.

Votre demande sera analysée par les différents financeurs, dans le cadre d'un appel à candidature. Vous recevrez soit une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Lorsqu'une décision de subvention vous a été notifiée, vous devez déclarer au guichet unique la date de début des travaux sachant que **vous disposez d'un délai d'un an à compter de la date de cette décision pour commencer les travaux** ; passé ce délai, la décision est rendue caduque. **Vous disposez ensuite d'un délai de deux ans à compter de la date de déclaration de début des travaux pour terminer votre projet** ; passé ce délai, le reversement des acomptes perçus peut, le cas échéant, être demandé.

### Versement de la subvention :

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit adresser au guichet unique, au plus tard dans les deux mois suivant l'achèvement complet de l'opération, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs).

**Un seul acompte** peut être demandé sur justificatifs des dépenses acquittées. Cet acompte peut être versé dans la limite de 80% du montant de la subvention et sous réserve que son montant soit d'au moins **1 500 €**.

Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement du projet sur présentation des justificatifs de l'investissement réalisé.

Une visite sur place pour vérifier la conformité de l'investissement par rapport au projet approuvé peut être effectuée par le guichet unique dans le cadre du contrôle administratif.

Le paiement de la subvention est assuré par l'ASP. Il est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

La subvention du Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) ne pourra vous être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs.

## LES CONTRÔLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS.

### Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements :

Votre dossier fait l'objet de vérification à différentes étapes :

- A l'engagement : l'éligibilité de votre dossier et l'exactitude des informations fournies dans le formulaire seront vérifiés par croisement de données.
- Au paiement du solde de l'aide : une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement. A ce stade, le guichet vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.
- Après paiement du solde et pendant la période d'engagement : le contrôle est réalisé sur un échantillonnage de dossiers par L'ASP. le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements. Il est effectué de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l'exacte conformité entre les informations contenues dans

vosre demande et la réalité du projet réalisé. Pour le point ①, ②, ③ de vos engagements, le contrôle consiste à vérifier l'absence d'irrégularité constatée. A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôleur doit vérifier la véracité des éléments indiqués dans le formulaire d'adhésion, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits.

En cas d'anomalie constatée, le guichet unique vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

### **Sanctions prévues :**

En cas de non respect des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris, sauf cas de force majeure, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 3 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de refus de vous soumettre à un contrôle administratif ou sur place, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 5 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de fausse déclaration commise lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

En cas de fausse déclaration faite délibérément, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 25 % du montant de l'aide, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe. En outre, vous serez exclu du bénéfice de l'aide au titre de la même mesure, relevant de l'axe 1 du règlement de développement rural, pendant l'année d'octroi de l'aide et pendant l'année suivante.

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation de l'investissement ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités.

### **Usage des informations recueillies :**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP et le cas échéant les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au guichet unique.